

## Compte Rendu Conseil Municipal

Séance du 2 septembre 2019

### Présents

Bruno Loustalet  
Yannick Semay  
Marie-Paule Dupuy-Roudel  
Kamel Mohammadi  
Valérie Berger  
Josiane Brignone  
Nicolas Zimerli  
Christian Julian  
Audrey Duprat  
Sabine Basili  
Serge Manié

L'an deux mil dix-neuf, le deux septembre à 20 heures 30, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué s'est réuni à la Mairie sous la Présidence de Monsieur Bruno LOUSTALET, Maire,

Secrétaire de séance : Yannick SEMAY

M le Maire donne lecture du message suivant (qui sera repris en début de chaque séance ou réunion enregistrée) :

« Mairie de THIL,  
Séance du Conseil Municipal  
En Mairie de Thil  
Le lundi 2 septembre 2019 à 20h30  
Enregistrement intégral sans pause »

### Excusés

### Pouvoirs

Philippe Guillard  
(Pouvoir à V. Berger)  
Guy Caplat  
(Pouvoir à B. Loustalet)  
Suzanne Borel-Jeantan  
(Pouvoir à J. Brignone)  
Jean-Michel Thuot  
(Pouvoir à N. Zimerli)

M. le Maire annonce les pouvoirs reçus.

En préambule, Monsieur le Maire fait part à l'Assemblée de la demande d'enregistrement émise le 31 août 2019 par courriel, de l'Association Uthil Avant Tout.

### **1. COMPTE RENDU DE LA PRECEDENTE REUNION :**

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée si elle a des observations à formuler sur le compte-rendu de la séance du 24 juin 2019.

L'assemblée n'ayant pas de remarques, le Compte-Rendu précédent est approuvé.

### **2. COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE MIRIBEL ET DU PLATEAU**

### **DELIBERATION N° 19.05.01 RELATIVE A L'AVIS DE LA COMMUNE SUR LE PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT DE LA CCMP POUR LA PERIODE 2020-2026**

Rapporteur : Bruno Loustalet

Le Maire rappelle au conseil municipal que lors de la commission générale du 28 août, ces points ont été débattus.

Vu la loi Egalité et Citoyenneté n°2017-86, promulguée le 27 février 2017 qui impose aux PLH notamment de mobiliser des dispositifs d'intermédiation locative afin de satisfaire aux obligations de mixité sociale dans le parc privé et de préciser « le nombre et le type de logements locatifs privés à mobiliser visant à la mise en œuvre du droit au logement ». Les PLH ont l'obligation de prévoir un renforcement d'un volet foncier afin qu'il soit porteur d'une véritable stratégie foncière. Les PLH seront tenus de réaliser un diagnostic foncier comprenant : une analyse de l'offre foncière, une analyse des marchés fonciers, une étude de la mutabilité des terrains et de leur capacité à accueillir du logement. La loi Egalité et Citoyenneté modifie également les dispositions relatives à la loi SRU. L'article 97 de cette nouvelle loi redéfinit notamment les critères d'exemption d'obligation en matière de logement locatifs sociaux.

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) qui renforce la place des EPCI dans la coordination locale des politiques de l'habitat avec notamment l'élaboration d'un plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs, ainsi qu'un renforcement des actions en matière d'amélioration et de réhabilitation du parc existant,

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine qui prévoit une meilleure intégration des nouveaux projets de renouvellement urbain au sein des PLH,

Vu la loi n°2013-61 du 18 janvier 2013 relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social,

Vu la loi n°2009-323 du 25 mars 2009 de Mobilisation pour le Logement et la Lutte contre l'exclusion,

Vu la loi n°2006-872 du 13 juillet 2006 portant Engagement National pour le Logement,

Vu la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage,

Vu le projet de PLH arrêté par le Conseil Communautaire en date du 10 juillet 2019,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles L.302-9 et R.302-1 à R302-13 du Code de la Construction et de l'Habitation,

Vu le décret n°2005-317 du 4 avril 2005 relatif aux Programmes Locaux de l'Habitat,

La présente délibération concerne l'examen de l'arrêt de projet de nouveau Programme Local de l'Habitat (PLH) de la Communauté de Communes de Miribel et du Plateau (CCMP).

Monsieur le rapporteur rappelle à l'assemblée que le conseil communautaire du 06 juillet 2017 a approuvée le lancement d'une étude pour l'élaboration d'un nouveau PLH pour la période 2020-2026.

Monsieur le rapporteur rappelle à l'assemblée que le PLH est un document cadre de la politique locale de l'habitat dans toutes leurs composantes sur le territoire d'un EPCI. Il définit les orientations de la politique de l'habitat pour 6 ans.

Un premier PLH a été adopté le 17 novembre 2011. Il était le fruit d'une démarche initiée volontairement par le territoire en 2006, dans le but d'assurer un développement harmonieux et équilibré de l'intercommunalité. La perspective de création d'une nouvelle intercommunalité issue de la fusion de la 3CM et de la CCMP avait incité à proroger le PLH actuel de 2 ans. L'abandon du projet de fusion volontaire sur le mandat actuel a entraîné l'élaboration d'un nouveau PLH à l'échelle de la CCMP pour la période 2020-2026.

Les objectifs visés par ce projet de PLH sont :

- Décliner par commune les objectifs de production définis à l'échelle intercommunale par le SCOT,
- Faciliter le maintien des personnes âgées à leur domicile,
- Faciliter la résidentialisation de jeunes actifs,
- Améliorer la performance énergétique des logements,
- Appréhender le positionnement du territoire au sein de l'aire métropolitaine lyonnaise, du SCOT BUCOPA et de la Côtière en termes de marchés immobiliers et fonciers, ainsi que de parcours résidentiels,
- Corréler le développement économique du territoire à une stratégie résidentielle assumée,

- Doter le territoire d'outils de planification et de mobilisation foncière pour porter une vision prospective du territoire,

En juillet 2018, la CCMP a retenu Diagramme Conseils pour l'accompagner dans l'élaboration de son deuxième PLH. Le calendrier d'élaboration du deuxième PLH comprend trois phases qui se sont échelonnées sur 12 mois.

## LE DIAGNOSTIC

La réalisation du diagnostic s'est appuyée sur une analyse statistique entamée dès juillet 2018, et sur la tenue de 4 ateliers thématiques de discussion avec les partenaires institutionnels et les acteurs du logement, de septembre à novembre de la même année. Cette phase a permis de dégager quinze enjeux, qui relèvent de quatre grandes catégories :

- Enjeux relatifs à la nature des nouveaux logements à produire (garantir la mixité sociale et générationnelle, développer une offre adaptée aux attentes des seniors, développer l'offre locative et sociale).
- Enjeux relatifs au parc existant (amélioration de la performance énergétique et de l'accessibilité des parcs privés et sociaux, fragilisation des copropriétés et situation d'habitat indignes).
- Enjeux propres à l'impact physique du développement résidentiel sur l'environnement, le paysage, le cadre de vie, les déplacements).
- Enjeux ciblant certaines populations aux besoins spécifiques (personnes âgées, logement d'urgence, handicapés, gens du voyage).

## LES ORIENTATIONS

Une seconde phase de définition des orientations et des objectifs s'est déroulée de janvier à mars 2018, autour notamment de 2 ateliers réunissant les communes, les partenaires institutionnels et les acteurs du logement, et de la consultation de chacune des communes pour construire la déclinaison communale des objectifs de production du SCOT.

Ces différents temps d'échanges ont permis de traduire les enjeux identifiés en 5 grandes orientations :

- **Développer une offre de logements qui accompagne le dynamisme du territoire tout en favorisant les équilibres sociaux** : *Notamment permettre la production de 1260 logements nouveaux sur les 6 années du PLH, dont au moins 34% destinés à augmenter le parc social.*
- **Limiter les impacts négatifs du développement résidentiels à venir**
- **Favoriser la mise en accessibilité et la performance énergétique du parc ancien de logements et d'hébergements.**
- **Accompagner les populations ayant des besoins spécifiques**
- **Mieux anticiper les changements et partager la connaissance.**

## LES ACTIONS

Une dernière phase, relative au choix et à l'élaboration des actions à mettre en œuvre dans le cadre du nouveau PLH sur la période 2020-2026, s'est déroulée du mois de mai au mois de juillet 2019. Ce sont notamment tenus 2 ateliers réunissant les communes, les partenaires institutionnels et les acteurs du logement, ainsi que des entretiens avec les principaux partenaires institutionnels (SCOT, CAUE, DDT01, CD01).

16 actions ont pu être élaborées, nécessitant un budget de la Communauté de communes de 2 428 000€ pour les 6 années de mise en œuvre du programme, hors actions nécessitant l'emploi de main d'œuvre ou d'outils intégrés au budget de fonctionnement de la CCMP.

### Actions relatives à la production de nouveaux logements :

Action n°1 : Déclinaison communale des objectifs du SCOT

Action n°2 : Accompagnement des communes dans la production et la négociation de l'urbanisme réglementaire

Action n°3 : Financement d'études d'urbanisme pré-opérationnel

Action n°4 : Etudes des risques naturels à l'échelle intercommunale

### Actions relatives au parc social :

Action n°5 : Aide à l'acquisition de fonciers stratégiques

Action n°6 : Contractualisation des aides aux bailleurs sociaux pour la mise en accessibilité et l'amélioration de la performance énergétique du parc social

Action n°7 : Garanties d'emprunt pour la production neuve de logements sociaux  
Action n°8 : Animation du Plan Partenarial de Gestion de la Demande de Logement Social

Actions à destination des habitants :

Action n°9 : aide complémentaire aux dispositifs de droit commun pour les logements privés  
Action n°10 : Mutualiser la communication et les événements à destinations des propriétaires occupants et des propriétaires bailleurs

Actions répondant à des besoins spécifiques :

Action n°11 : Construction d'un dispositif d'accueil d'urgence des femmes victimes de violences et de leurs enfants  
Action n°12 : Contractualisation des aides aux structures d'hébergement des personnes âgées  
Action n°13 : Prise en compte des exigences légales qui découleront du schéma départemental d'accueil des gens du voyage

Animation du PLH et observation locale :

Action n°14 : Animation du PLH  
Action n°15 : Mise en place d'un dispositif d'observation locale de l'habitat et du foncier en articulation avec le futur observatoire départemental de l'habitat  
Action n°16 : Réalisation d'une étude sur les besoins en logements en lien avec le tissu économique local comprenant un volet sur les jeunes actifs ou en formation.

Le projet de nouveau PLH, tel que résumé ci-dessus, arrêté par le Conseil Communautaire du 10 juillet 2019, doit désormais être soumis pour avis aux assemblées des différentes communes membres, comme le prévoit l'article R 302-9 du code de la construction et de l'habitation.

La ville de Thil doit donc donner son avis et, le cas échéant, formuler ses remarques sur cet arrêté de projet. Les remarques éventuelles de la commune seront soumises au Conseil Communautaire et pourront être intégrées au document final.

Le Conseil,

Après en avoir délibéré,

- EMET pour la commune de Thil un avis favorable sur le programme d'actions de l'arrêt de projet de PLH
- SOUTIENT la mise en œuvre des actions du PLH

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0



# PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT 2020-2026

## SYNTHESE DU DIAGNOSTIC INTERCOMMUNAL

Version soumise à l'arrêt du PLH par délibération du Conseil Communautaire du 10/07/2019

Date : 4 juillet 2019



DIAGRAMME Conseils, 3 rue Notre Dame du Reclus, 38460 Crémieu,  
06 17 50 85 41 laure.derouillers@wanadoo.fr

## Un territoire en cours de gentrification situé dans la zone de chalandise de la Métropole de Lyon

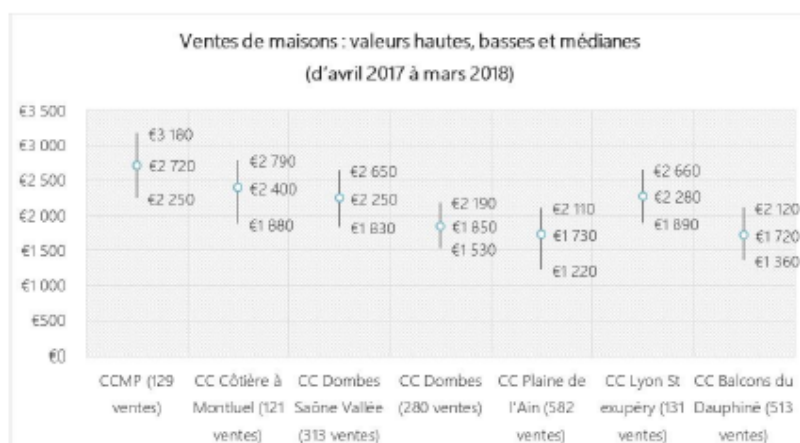
Le territoire communautaire, directement mitoyen de la métropole lyonnaise, est situé à une trentaine de minutes du centre de l'agglomération (dans de bonnes conditions de circulation) par un accès autoroutier gratuit. Il est également desservi par le train via quatre gares (Miribel Centre, Miribel les Echets, Saint-Maurice-de-Beynost et Beynost).

La CCMP accueille de nombreux primo-accédants ne trouvant pas à acheter dans la Métropole de Lyon du fait de la forte progression des prix. Mais une grande partie de la demande dans la CCMP n'est pas satisfaite faute d'offres en nombre suffisant. Les familles cherchent prioritairement à acheter une maison, neuve ou ancienne. Si elles ne trouvent pas un bien répondant à leurs attentes dans la CCMP, elles préféreront encore s'éloigner jusque vers Meximieux, Villars-le-Dombes ou St-André-de-

Corcy, ce qui n'était pas le cas auparavant. Pour elles, le cadre verdoyant du territoire est un de leurs critères principaux de choix.

Le territoire subit donc une forte pression foncière qui a pour conséquence l'accroissement du prix des terrains et des logements. La tension des marchés immobiliers et fonciers se traduit d'ailleurs par le classement en zone B1 des communes de Neyron, Miribel, Saint Maurice de Beynost et Beynost, en zone B2 des Communes de Thil et Tramoyes.

Les données notariales montrent que les prix pratiqués dans la CCMP sont supérieurs aux prix observés dans les autres territoires périurbains voisins. Le prix médian pour une maison est de 2 720 €/m<sup>2</sup>, celui pour un appartement de 2 170 €/m<sup>2</sup> et pour un terrain de 320 €/m<sup>2</sup> pour un terrain.



Source : site : [immobilier.statistiques.notaires.fr](http://immobilier.statistiques.notaires.fr)

Les prix en neuf dépassent les 3 100 €/m<sup>2</sup> en collectif et les ventes à investisseur sont assez faibles. Les programmes en collectifs neufs proposent peu de T4 ou T5 car les prix deviennent hors budget et non compétitifs par rapport à l'individuel. Pourtant, certaines personnes âgées déjà propriétaires d'une maison seraient enclines à déménager si elles trouvent au préalable un T4 neuf, proche des commerces et des services, où elles pourraient emménager rapidement. Des produits de formes intermédiaires entre maison et appartement se développent toutefois à condition de se situer dans les centralités et à des prix attractifs. Des maisons neuves sur petites parcelles commencent à être proposées à un prix unitaire bien inférieur à celui des maisons anciennes souvent grandes sur des parcelles de 1000 m<sup>2</sup> ou plus.

Le revenu médian des ménages vivant dans la CCMP se situe dans une fourchette haute de revenus à l'échelle des communes périurbaines.

La gentrification observée au niveau des revenus trouve un écho dans l'évolution récente des CSP. En effet, à l'échelle de la CCMP, en dehors des retraités, les catégories ayant le plus augmenté sont celles qualifiées de supérieures. La plus forte baisse concerne les agriculteurs. Cette gentrification se fait au détriment des jeunes ménages qui trouvent plus difficilement à se loger dans la CCMP, d'autant que le parc locatif privé y est peu développé (18% des résidences principales) et le locatif social peu disponible.

#### Revenus annuels médian par unité de consommation en 2012 et 2015

	Revenus des ménages en 2012	Revenus des ménages En 2015	Évolution des revenus	Évolution du nombre de ménages fiscaux entre 2012 et 2015
Saint-Maurice-de-Beynost	19 896	21 129	+ 1 233	+44 (+3,0%)
Miribel	22 260	23 469	+ 1 209	+ 52 (+1,4%)
CCMP	23 270	24 333	+1 063	+182 (2,1%)
Beynost	25 074	25 880	+ 806	+5 (+0,3%)
Tramoyes	26 886	27 225	+ 339	+35 (+6,0%)
Neyron	26 989	27 402	+ 413	+11 (+1,1%)
Thil	25 560	27 890	+2 330	+35 (+10,0%)

Source : Insee, *filisofi, médiane du revenu disponible par unité de consommation*

CSP de la population de 15 ans ou plus en 2015 à l'échelle de la CCMP								
	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entr.	Cadres et Prof. Intel. Sup.	Prof. intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres situations
En 2010	88	748	2 108	3 249	2 715	2 206	4 224	2 724
En 2015	50	881	2 338	3 230	2 710	2 184	4 505	2 807
Évolution entre 2010 et 2015	-38	+133	+231	-19	-5	-22	+281	+83

Source : Insee, *recensement de la population, exploitation complémentaire*

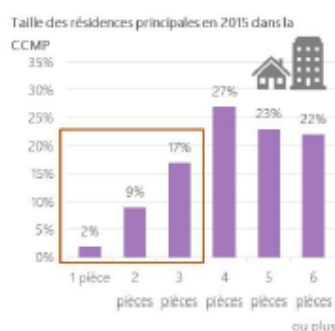
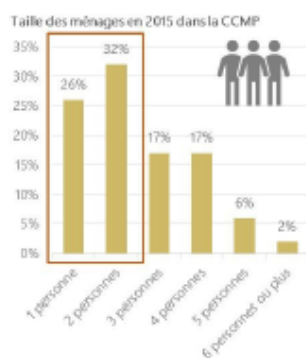
**Enjeu : le développement de logements à prix maîtrisés et à bas loyers pour retrouver une plus grande mixité sociale et générationnelle**

## Des objectifs de constructions synonymes de forte croissance démographique

La construction effective des 3 110 logements prévus par le SCOT sur le territoire communautaire pourrait générer une croissance démographique importante comparée à la période récente. La population en 2030 pourrait alors avoisiner 28 550 habitants, soit 5 820 habitants de plus qu'en 2015 (près de 390/an contre 130/an entre 2010 et 2015). Cette estimation se base sur la poursuite du rythme de desserrement tel qu'observé entre 2010 et 2015, ce qui porterait la taille moyenne d'un ménage en 2030 à 2,37 personnes par ménages (contre 2,50 personnes /ménage en 2015). Or, prévoir une taille moyenne de ménage est un exercice délicat. En effet, cette taille est la résultante croisée d'évolutions démographiques, de choix politiques et de logiques économiques qui « dépassent largement » le territoire de la CCMP.

Il apparaît donc plus aisé de réfléchir sur l'offre de logements permettant une mixité générationnelle et sociale. En 2030, le parc de résidences principales pourrait avoisiner les 12 055 logements, soit 2 945 de plus qu'en 2015 (soit environ 195 résidences principales de plus /an). Quelles tailles de logements développer prioritairement et pour qui ?

De prime abord, au vu de la composition actuelle du parc de logements (72% de T4 et +), il serait tentant de ne produire que des programmes de petits logements, d'autant que 58% des ménages comprennent 1 ou 2 personnes. Mais alors qui sont ces petits ménages ? Il s'avère que les 2/3 sont des ménages dont la personne de référence a 55 ans ou plus vivant surtout en maison. Même si certains de ces ménages « âgés » pourraient déménager, beaucoup souhaiteront vieillir dans leur logement. Construire pour les familles se justifie donc.



**Enjeu : une meilleure corrélation de la granulométrie des programmes neufs aux besoins des différentes catégories de ménages.**

**Enjeu : le développement d'une offre de logements correspondant aux attentes de seniors vivant actuellement en maison et souhaitant déménager pour se rapprocher des services.**



Outre la question de la taille des logements, se pose aussi celle des statuts d'occupation. En 2015, selon l'Insee, parmi les 9 110 ménages qui logeaient dans la CCMP, 67% étaient propriétaires occupants, 18% locataires du parc privé et 13% locataires HLM.

Les locations privées étant rares, dès qu'un bien est disponible, il est loué très rapidement. La demande actuelle cible prioritairement les T1, T3 et à la marge des maisons. Il s'agit parfois de demandes urgentes liées à une séparation conjugale. Globalement, seuls 50% des logements mis en location seraient mis en régie. Les biens loués sont à 65% des appartements. Pour certains bailleurs, le bien loué sert à constituer un patrimoine pour prévoir la retraite. Mais aujourd'hui, les rendements dans l'ancien sont faibles du fait d'une fiscalité peu avantageuse. Ceux qui rénovent le font s'ils sont certains de trouver un locataire à même de payer un loyer plus cher. D'autres se découragent et mettent en vente leur bien. Dans le neuf, les promoteurs indiquent que les ventes à investisseurs sont faibles. Le zonage a un très fort impact sur l'attractivité ou non d'un secteur pour les investisseurs. De plus, quand ils sont éloignés géographiquement du territoire, ils restent fidèles aux Métropoles plus connues qui leur semblent proposer de meilleurs rendements. Les investisseurs institutionnels se concentrent alors sur le zonage A et non le B1.

Les loyers auraient tendance à augmenter. Ils avoisinent les 12€/m<sup>2</sup>, soit le double des loyers sociaux. Or, 55% des locataires du parc privé ont des revenus inférieurs au plafond HLM. Le parc social étant « saturé », il faut veiller à ce que les ménages locataires du parc privé vivent dans des conditions décentes. Toutefois, comme le rappellent certaines communes, la finalité du parc privé n'est pas de se substituer au parc social qui doit donc en parallèle se développer.

Aujourd'hui, la demande en logement social est importante (775 demandes pour 111 attributions), notamment celle des ménages dont les ressources sont inférieures au PLAI. Or, l'offre existante est peu disponible et il s'avère de plus en plus difficile de produire du neuf à des niveaux de loyer PLAI. Les demandes de mutation formulées par des seniors sont difficiles à satisfaire faute de produit adapté à proposer. De plus, il est délicat de les « déraciner ». Quelques ventes HLM sont réalisées. Elles ciblent prioritairement les ménages occupants du logement ou les locataires sociaux intéressés et ne se font que si la commune donne son accord.

Les communes de Beynost, Saint Maurice de Beynost et Miribel sont concernées par les obligations de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain de 25 % de logements locatif social dans leur parc de résidences principales. En 2017, Beynost présentait un taux de 7,28 % de logements locatifs sociaux, Miribel 24.66 % et Saint-Maurice-de-Beynost 25,58 %. Durant le 1<sup>er</sup> PLH, la production de logements sociaux a été de 402 logements conventionnés dont 73 en PSLA (Prêt social location accession). Aujourd'hui, les bailleurs sociaux soulignent que la production de logements sociaux ne peut se réaliser que si les collectivités se portent garantes des prêts accordés par la caisse des dépôts.

La croissance démographique attendue en lien avec les objectifs de construction du SCoT et le dynamisme économique du territoire oblige à se poser la question du développement du parc locatif privé, seul segment permettant de loger rapidement de nouveaux ménages. Le développement du parc social apparaît lui aussi comme une nécessité. De fait, quelle part donner à l'accession à la propriété d'ici 2030 ?

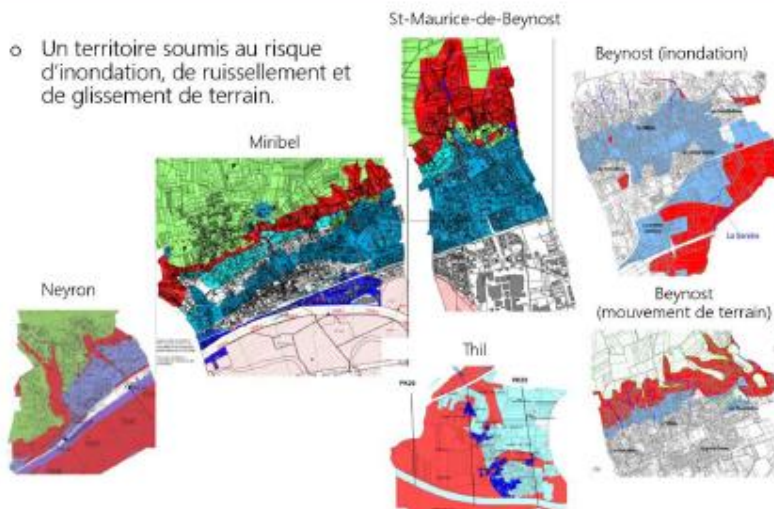
**Enjeu : le développement d'une offre locative privée et sociale pour améliorer les parcours résidentiels et accompagner le dynamisme économique du territoire.**

## Un développement résidentiel de plus en plus impactant

La concrétisation des objectifs de production devrait conduire à une augmentation d'environ 3 000 logements entre 2015 et 2030, déduction faite des logements disparus par démolition, fusions ou changements d'usage. Cette croissance devra se concentrer au maximum dans l'enveloppe urbaine. Or, cette dernière est exposée à des risques naturels importants : inondation, ruissellement torrentiel et glissement de terrain.

Aujourd'hui, les promoteurs privés et les bailleurs sociaux savent intégrer ces contraintes dans leurs projets. C'est moins le cas dans le cadre des projets d'habitat individuel, ceci d'autant plus que sur certaines communes, les services et les élus rencontrent des difficultés dans l'interprétation et l'application des règles de protection contre les risques naturels.

### Les risques naturels



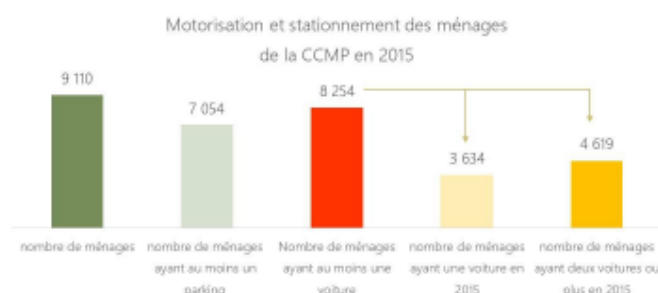
Enjeu : une meilleure anticipation des risques naturels et des impacts environnementaux des nouveaux logements

L'un des atouts du territoire réside dans son « cadre verdoyant », premier critère évoqué par les ménages lyonnais qui cherchent à s'installer et valeur défendue par les habitants déjà présents. La croissance résidentielle récente a commencé à modifier le paysage, notamment au sein du tissu pavillonnaire sujet aux divisions parcellaires. Or le rythme récent de construction (une centaine de logements /an) est très inférieur à celui attendu ces prochaines années (200 logements /an). Les choix des collectivités dans la production des règles d'urbanisme seront déterminants dans la préservation du caractère verdoyant du territoire.

La CCMP est un territoire fortement motorisé. Aujourd'hui, 91% des ménages ont au moins une voiture. Près de 1 200 ménages motorisés ne disposent pas de stationnement privatif dont

près de 600 vivent à Miribel. L'engorgement routier et le stationnement sur l'espace public sont problématiques et pourraient l'être encore plus si la croissance résidentielle se poursuit selon le modèle actuel. Or, le territoire dispose de 4 gares et d'un plan global de déplacement qui peuvent permettre d'envisager un développement résidentiel mieux articulé avec des pratiques de déplacement plus respectueuses de l'environnement.

La croissance résidentielle impacte également les investissements publics : assainissement, voiries...or, les réformes relatives au finances locales risquent de réduire la capacité du territoire à faire face à toutes les dépenses inhérentes à la croissance résidentielle et donc de conduire à des arbitrages qu'il faut anticiper.



Source : Insee, recensement de la population, exploitation principale 2015  
Du fait des valeurs décimales du nouveau recensement, la somme des valeurs arrondies peut conduire à un résultat légèrement différent de la valeur indiquée.

Enjeu : la préservation d'un cadre verdoyant, vecteur d'attractivité du territoire

Enjeu : une meilleure anticipation de l'impact de la croissance résidentielle sur les déplacements, le stationnement automobile et les dépenses publiques

## Près de 80% du parc de logements de 2030 existe déjà

Sauf cataclysme majeur, près de 80% du parc de logements de 2030 est déjà construit. La connaissance des composantes résidentielles actuelles s'avère donc importante pour identifier les actions à conduire sur le parc existant potentiellement amené à exister encore en 2030.

Aujourd'hui, le parc de logements de la CCMP est essentiellement constitué de maison (62%).

Les propriétaires occupants représentent 67% des ménages et 83% d'entre eux vivent en maison. Les propriétaires occupants de maisons sont pour un peu plus de la moitié des ménages âgées (personne de référence ayant 55 ans ou plus), soit 2 716 logements concernés. Les choix résidentiels que ces ménages feront, à savoir rester dans leur logement ou déménager, impacteront de manière plus ou moins importante le marché résidentiel de la CCMP.

Un peu plus d'un tiers des propriétaires occupants vivent dans un logement construit

avant 1971, soit près de 2 200 logements concernés. Peu de ces logements semblent avoir fait l'objet de travaux de performances énergétiques.

En 2015, 26% des propriétaires occupants avaient des revenus inférieurs au plafond HLM, soit près de 1 580 ménages. Pour ces derniers, les travaux d'entretien, de performance énergétique ou d'adaptation risquent d'être délicats à réaliser.

Les logements loués, qui représentent 18% des résidences principales, ont pour un peu plus d'un tiers été construits avant 1971, soit environ 640 logements dont 64% sont des appartements.

Le parc social est assez ancien. Selon les bailleurs, les bâtiments ont fait l'objet de travaux visant à améliorer l'état général et la performance énergétique. Les communes soulignent qu'une partie du parc social doit encore faire l'objet de travaux.

### Age de la personne de référence de Propriétaires occupants en 2015

	PO maisons	PO appartements	PO non précisés	Total PO
Moins de 25 ans	37	15	0	52
25 à 39 ans	623	263	1	887
40 à 54 ans	1 662	288	1	1 951
55 à 64 ans	1 094	148	1	1 243
65 à 79 ans	1 177	201	3	1 381
80 ans ou plus	445	106	0	551
CCMP	5 039	1 021	5	6 065

Source : Insee, recensement de la population, exploitation principale  
Du fait des valeurs décimales du nouveau recensement, la somme des valeurs arrondies peut conduire à un résultat légèrement différent de la valeur indiquée

**Enjeu : Une nécessaire amélioration de la performance énergétique du parc de logements privés**

**Enjeu : Une poursuite des travaux engagés au niveau du parc social ancien**



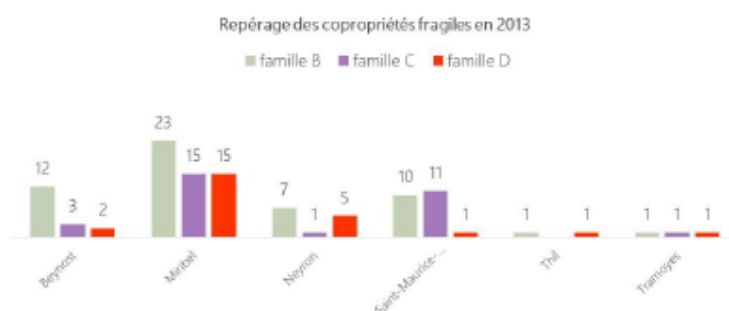
A l'échelle de la CCMP, 110 copropriétés ont été identifiées comme pouvant présenter un risque de fragilité plus ou moins important. Elles sont classées en 3 catégories « D » étant la catégorie des copropriétés les plus fragiles :

- 25 sont classées dans la famille D : 23 sont de petites copropriétés de moins de 11 logements. 14 copropriétés sont majoritairement occupées par des propriétaires occupants, 2 sont mixtes et 9 sont majoritairement occupées par des locataires.
- 31 dans la famille C : 21 sont de petites copropriétés de moins de 11

logements. 22 copropriétés sont majoritairement occupées par des propriétaires occupants, 2 sont mixtes et 7 sont majoritairement occupées par des locataires.

- 54 dans la famille B : 35 sont de petites copropriétés de moins de 11 logements. 29 copropriétés sont majoritairement occupées par des propriétaires occupants, 13 sont mixtes et 12 sont majoritairement occupées par des locataires.

Les copropriétés les plus fragiles se situent majoritairement à Miribel.



Source : Filocom 2013, MEEM d'après DGFIP, fichiers infra communaux d'aide au repérage des copropriétés fragiles Anah/DGALN

En 2016 et 2017, 11 signalements d'habitat indigne ont été recensés dans la CCMP par la DDT01.

En 2015, le fichier répertoriant le parc privé potentiellement indigne indiquait les éléments suivants :

- Miribel : entre 40 et 69 logements
- Beynost : entre 0 et 21 logements
- Saint-Maurice-de-Beynost : entre 21 et 40 logements

**Enjeu : Une meilleure prise en compte des risques de fragilisation des copropriétés et des quelques situations d'habitat indignes**

## Une population âgée de plus en plus importante

Dans la CCMP, 22% de la population a 60 ans ou plus. Cette tranche d'âge a connu la plus forte évolution (+ 470 personnes entre 2010 et 2015) suivie par les 45-59 ans qui représentent également 22% de la population et ont connu une augmentation de 340 personnes. Ceci laisse présager la poursuite du phénomène de vieillissement de la population.

Les communes de la CCMP sont toutes concernées par le vieillissement de leur population. Toutefois, certaines communes apparaissent plus impactées. Ainsi, Beynost, Tramoyes et Thil ont vu également le nombre d'enfants de moins de 15 ans diminuer entre 2010 et 2015.

Tranches d'âges de la population en 2010 et 2015 dans la CCMP						
	0-14 ans	15-29 ans	30-44 ans	45-59 ans	60-74 ans	75 ans et +
En 2010	4 573	3 974	4 635	4 782	3 052	1 605
En 2015	4 581	4 043	4 413	5 121	3 342	1 783
Évolution entre 2010 et 2015	+8	+69	-222	+339	+290	+178

Évolution de la population municipale entre 2010 et 2015  
en fonction l'âge et de la commune de résidence



Tranches d'âges de la population en 2015						
	0-14 ans	15-29 ans	30-44 ans	45-59 ans	60-74 ans	75 ans et +
Miribel	1 957	1 704	1 919	1 909	1 235	770
Beynost	865	758	834	1 029	693	350
Saint-Maurice-de-Beynost	774	719	736	811	557	365
Neyron	483	375	456	566	441	166
Tramoyes	295	317	283	453	255	71
Thil	207	170	186	273	160	61

Source : Insee, recensement de la population, exploitation principale

En 2015, l'Insee recensait 2 495 ménages dont la personne de référence avait 65 ans ou plus (dont 798 avaient 80 ans ou plus). Parmi ces ménages :

- 1 932 étaient propriétaires dont 1 622 en maison et 307 en appartement
- 267 étaient locataires du parc privé
- 266 locataires HLM
- 30 logés gratuitement

Le nombre de dossiers de subvention Anah concernant des travaux d'autonomie de la personne accordés dans la CCMP sont peu nombreux : 34 dossiers sur la période [2011-2018] dont 1/3 pour des GIR 4.

Parfois, l'adaptation du logement peut s'avérer trop coûteuse ou alors peu efficace si l'accessibilité du bâtiment ou du logement n'est pas suffisante. Outre l'aspect financier, les personnes âgées hésitent parfois à faire réaliser des travaux car cela occasionne des désagréments durant la phase de réalisation.

Dans le parc privé individuel, les travaux d'adaptation en lien avec le vieillissement concernent la salle de bain et l'installation d'un monte escalier. Selon les personnes présentes en atelier, le coût avoisine alors 10 000€. De fait, les personnes âgées s'accommodent parfois de l'inconfort. Elles n'envisagent éventuellement que de petits travaux.

Dans le parc social, les demandes d'adaptation des logements sont nombreuses en raison du fort vieillissement des locataires. Ces demandes concernent la salle de bain et une accessibilité par ascenseur. Très peu veulent

changer de logement. Les aides financières sont plus ou moins importantes selon l'ancienneté d'occupation.

Même si la majeure partie des personnes âgées vieillissent dans de bonnes conditions d'autonomie, une partie de ces ménages sera confrontée à la perte d'autonomie. Selon l'Insee, l'âge moyen de la perte d'autonomie est de 83 ans et seuls 8% des 60 ans ou plus sont dépendants. Au-delà de 85 ans, ce taux passe à 20%. Si on applique le ratio de 8% aux ménages de 65 ans et +, le nombre de ménages potentiellement concernés par la perte d'autonomie pourrait être de 200.

Sur la CCMP, il existe :

- 3 résidences autonomie habilitées APL pour un total de 144 appartements : 1 à Miribel (102 appartements dans la résidence Le Cèdre - le Coteau), 1 à Saint-Maurice-de-Beynost (32 appartements et 4 chambres d'hôtes) et 1 à Beynost (10 appartements)
- Un projet de résidence seniors de 23 places est à l'étude à Beynost (site « les Pinachères »).
- Un projet de 15 logements locatifs sociaux dans le centre-ville Miribel dont la commune souhaite que l'attribution soit réservée en priorité à des personnes âgées.
- Deux EHPAD pour un total de 143 places : 1 à Miribel (95 places) et 1 à Saint-Maurice-de-Beynost (48 places).

Enjeu : Une meilleure réponse aux besoins des personnes âgées qui souhaitent de vieillir dans le logement qu'elles occupent aujourd'hui.

Enjeu : Une meilleure réponse aux besoins des personnes âgées souhaitant trouver un logement adapté avec services

## Des besoins spécifiques ne pouvant trouver réponse dans le logement « classique »

### L'hébergement d'urgence

L'offre d'hébergement d'urgence et temporaire est exclusivement située à Miribel. Elle comprend un Centre d'accueil des demandeurs d'asile (CADA) de 140 places, un centre provisoire d'hébergement (CPH) de 50 places et une résidence sociale (anciennement FTM) de 154 places (chambres de 10m<sup>2</sup>). Sa réhabilitation est en cours d'étude avec DYNACITE qui est propriétaire du bâtiment. Ces 344 places sont gérées par ALFA 3A.

En dehors de cette offre, le 1<sup>er</sup> PLH a permis, en partenariat avec le Conseil Départemental et la SEMCODA, la construction de deux

logements temporaires modulables gérés par l'ORSAC. Le taux d'occupation important de ces logements ne permet pas de satisfaire à toutes les situations d'urgence rencontrées sur le territoire. Pour augmenter la capacité d'accueil, des pistes ont été évoquées au niveau des EHPAD ou des résidences personnes âgées qui disposent de quelques chambres ou studios.

Les ménages demandeurs de solutions d'urgence ont des profils divers : parents d'un enfant hospitalisé, femmes victimes de violences conjugales, personne en instances de divorce, personne âgée faisant réaliser des travaux chez elle ...

**Enjeu : la mobilisation de logements en urgence pour des ménages en difficulté ponctuelle**

### Les logements adaptés à la perte d'autonomie

Les ateliers, organisés par la CCMP avec les différents acteurs du logement, ont pointé la pluralité des situations et la connaissance encore trop fragmentée et incomplète des besoins d'adaptation. De plus, il arrive que des personnes cachent leur handicap lors d'une demande de logement par crainte de la voir refusée. La seule donnée pour l'instant facilement disponible est celle fournie par l'Anah. Il s'agit du nombre de dossiers ayant bénéficié d'un financement « Handicap ». Sur la période [2006-2010], 16 dossiers auraient été financés pour des propriétaires occupants et 1 pour une location dans la CCMP. Aucun autre dossier ne semble avoir été validé depuis.

Le handicap n'a pas d'âge. Toutefois, l'allongement de la durée de la vie conduit à une

augmentation du nombre de personnes âgées concernées par un ou plusieurs handicaps, affectant leur autonomie et nécessitant un hébergement en EHPAD.

La CCMP compte deux EHPAD pour un total de 143 places : un établissement à Miribel de 95 places et un autre à Saint-Maurice-de-Beynost de 48 places. La question de développer une offre spécifiquement dédiée à l'accueil de seniors en perte d'autonomie se pose dans un contexte où l'Etat s'oriente vers une désinstitutionnalisation. Cela oblige à réfléchir à des solutions d'accompagnement en logement ordinaire privé ou public (développement d'équipes mobiles d'accompagnement par exemple).

La CCMP compte également, à Tramoyes, un Foyer d'Accueil Médicalisé de 42 places pour personnes souffrant d'épilepsie sévère.

**Enjeu : une meilleure connaissance des besoins en logements liés aux différents handicaps (construction ou adaptation)**



#### L'accueil des gens du voyage

Le schéma départemental d'accueil des gens du voyage qui traite des questions relatives aux aires de grand passage, aux aires d'accueil et aux besoins des gens du voyage sédentarisés est actuellement en cours de révision. L'actuel schéma oblige la CCMP à réaliser :

- Une aire d'accueil de 12 emplacements soit 24 caravanes qui a été ouverte en juin 2012 sur la commune de Beynost.

- Une aire de grand passage pour les déplacements des gens du voyage en grand nombre (100 à 200 caravanes en moyenne), non réalisée à ce jour.

A l'occasion des ateliers, l'ARTAG a fait état d'un besoin de terrains familiaux locatifs pour 4 groupes de gens du voyage (13 foyers au total). Les motifs qui conduisent ces personnes à vouloir se sédentariser seraient la maladie, le vieillissement et la scolarisation des enfants.

**Enjeu : la prise en compte du futur schéma départemental d'accueil des gens du voyage.**

### **3. COMMUNE**

#### **DELIBERATION N° 19.05.02 RELATIVE A LA DEFINITION DES MODALITES DE MISE A DISPOSITION DU PUBLIC DU DOSSIER DE MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME**

M. le Maire précise, suite à demande de M. Manié que les accès aux portes d'habitations, puissent être faits sur remblais.

**Rapporteur : Bruno Loustalet**

Vu l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales ;  
Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-45 à L.153-48 ;  
Vu le schéma de cohérence territoriale BUGEY-COTIERE-PLAINE DE L'AIN approuvé le 26 janvier 2017 ;  
Vu le plan de prévention des risques naturels arrêté le 17 mai 2013 ;  
Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 13 novembre 2015, et sa révision simplifiée approuvée le 15 janvier 2017 ;  
Vu l'arrêté du maire en date du 24 juin 2019 portant prescription de la procédure de modification simplifiée n°1 ;  
Vu le dossier de modification simplifiée n°1 ;  
Vus les avis des personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 à L.132-9 du Code de l'urbanisme ;

---

Monsieur le maire rappelle qu'en 2018, la commune a mené une concertation auprès des habitants sur l'aménagement du centre-village afin notamment d'adapter l'OrientatIon d'aménagement et de programmation n°2 Centre-bourg ; que les récents projets d'habitat sur la commune ont fait émerger le besoin de mieux traduire dans le PLU la prise en compte des modes doux ; que la commune souhaite répartir les logements sociaux prévus sur la parcelle n°1335 à l'ensemble du secteur de l'OAP n°2, sans modifier le nombre de logements à créer sur le territoire ; qu'enfin il est apparu nécessaire d'apporter certaines corrections ou légères évolutions au règlement du PLU afin de les simplifier ou les homogénéiser.

Conformément aux dispositions de l'article L.153-45 du Code de l'urbanisme, une procédure de modification simplifiée a été prescrite à cet égard par arrêté en date du 24 juin 2019.

Les objectifs de cette procédure de modification simplifiée sont :

- Adapter l'OAP n°2, portant sur le secteur de la Mairie dans le centre-bourg, aux résultats de la concertation et aux évolutions des projets de la Mairie ;
- Intégrer des dispositions en faveur des modes doux dans la partie réglementaire du PLU et notamment créer des emplacements réservés au zonage du PLU, en faveur des liaisons piétonnes ;
- Clarifier certaines dispositions du règlement du PLU suite à l'expérience d'usage après 4 « années de vie » du PLU, c'est-à-dire homogénéiser certaines dispositions entre les différentes zones, simplifier certaines dispositions, simplifier certaines formulations, préciser certaines définitions et formulation pour lever des ambiguïtés ;
- Autoriser, en adéquation avec le PPRI, les constructions sur remblai en zone UB correspondant au zonage Bleu foncé du PPRI ;
- Protéger l'alignement de platanes en entrée Nord du bourg ;
- Corriger des erreurs matérielles présentes dans le règlement du PLU.

Suite aux avis des personnes publiques associées, et en particulier l'avis favorable de la Direction départementale des territoires du 26 juillet 2019, il apparaît que la création des emplacements réservés n°2 et n°3 doit être soumise à enquête publique et doit donc être exclue du projet de modification simplifiée n°1. La suppression de l'ancien emplacement réservé n°2 relatif à la création de logements sociaux sur le secteur Centre Bourg Sud-Ouest est en revanche maintenue.

Après mise à disposition du dossier auprès du public pendant un mois, le maire tirera le bilan de cette mise à disposition au conseil municipal qui en délibèrera et se prononcera sur le projet de modification simplifiée n°1.

Conformément aux dispositions de l'article L.153-47, il est aujourd'hui demandé au conseil municipal de définir les modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°1. Ces modalités seront portées à la connaissance du public au moins 8 jours avant le début de cette mise à disposition.

**Après avoir entendu l'exposé du maire, et en avoir délibéré, le conseil municipal décide à la majorité absolue des suffrages exprimés :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le dossier de modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme de la commune sera tenu à la disposition du public selon les modalités suivantes :

Du 16 septembre au 18 octobre 2019, en mairie aux jours et horaires d'ouverture habituels, à savoir les lundis, mardis et mercredis matin de 8h30 à 12h00, les jeudis de 13h30 à 18h30 et les vendredis de 13h30 à 17h.

**Article 2** : Le dossier mis à la disposition du public comprend :

- Le projet de modification simplifiée n°1 à savoir la notice de présentation de la procédure, le cahier de l'OAP n°2, le règlement et ses annexes, le plan de zonage et les liste des emplacements réservés ;
- Les avis exprès rendus par les personnes publiques associées, et notamment l'avis de la Direction départementale des territoires du 26 juillet 2019, l'avis du SCoT BUCOPA du 1<sup>er</sup> juillet 2019, l'avis de la Chambre d'agriculture du 1<sup>er</sup> juillet 2019, l'avis de l'UDAP du 1<sup>er</sup> juillet 2019, l'avis du Conseil Départemental du 2 juillet 2019, l'avis de la CCMP du 4 juillet 2019.

Un registre est mis à disposition du public afin de lui permettre de formuler ses observations sur le projet de modification simplifiée n°1.

**Article 3** : A l'issue de cette mise à disposition, Monsieur le maire en présentera le bilan au conseil municipal. Celui-ci délibèrera ensuite afin de se prononcer sur le projet de modification.

**Article 4** : Autorisation est donnée au maire pour signer tout contrat, avenant, convention concernant la modification simplifiée n°1 du PLU et pour solliciter une dotation de l'État pour les dépenses liées à cette procédure, conformément à l'article L.132-15 du Code de l'urbanisme.

**Article 5** : La présente délibération sera notifiée au préfet.

Elle sera affichée pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département au moins 8 jours avant la mise à disposition.

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

## **DELIBERATION N° 19.05.03 RELATIVE A LA CREATION D'UNE SERVITUDE**

Vu le Code civil et notamment ses articles 639 et suivants et 682 et suivants ;  
Vu le Code général la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.2122-4 et suivants ;  
Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-1 et suivants ;  
Vu la déclaration préalable de division DP0141816A0032 portant division de la propriété GRUMET située au lieu-dit les Brotteaux en quatre lots ;  
Vu la déclaration préalable de travaux DP0141819A0011 en vue de la réalisation d'une entrée sur le lot D issu de la division ;  
Vu la demande de servitude de passage et de tréfonds présentée par Monsieur Julien HERNANDEZ, acquéreur du lot D, pour desservir son terrain composé des parcelles cadastrées section A 2084, A 2144 et A 2146 par le biais de la parcelle cadastrée section ZC 85 affectée au Chemin du Stade ;  
Vu le projet de servitude préparé par Maître DUMAS, Notaire à MIRIBEL, et annexé à la présente ;

---

Monsieur le maire rappelle que la propriété GRUMET située sur le lieu-dit les Brotteaux sur le territoire communal, a été récemment divisée en quatre lots. Le lot D, dont Monsieur Julien HERNANDEZ s'est porté acquéreur, est composé des parcelles cadastrées section A 2084, A 2144 et A 2146.

Ce terrain n'est pas directement accessible depuis la voie publique, ni raccordé aux réseaux publics d'eau potable et d'assainissement.

Afin de permettre l'accès au terrain et le raccordement du terrain aux réseaux publics, il est apparu nécessaire de convenir d'une servitude de de passage en tout temps et heure et avec tout véhicule ainsi qu'un droit de passage perpétuel en tréfonds de toutes canalisations tant d'alimentation en eau que d'évacuation des eaux usées, et de toutes lignes souterraines au bénéfice du terrain de Monsieur HERNANDEZ.

La servitude de passage s'exercera exclusivement sur une bande d'une largeur de 2,5 m figurée dans le plan annexée au projet de servitude.

La commune propriétaire du fonds servant, composé de la parcelle cadastrée section ZC85 consent ce droit à Monsieur HERNANDEZ, sous réserve pour le bénéficiaire :

D'exécuter les travaux nécessaires à ses frais exclusifs par les services compétents selon les règles de l'art, et de remettre le fonds servant dans son état primitif dès leur achèvement ;

D'assurer l'entretien de ces gaines et canalisations par les seuls services compétents à ses frais exclusifs ainsi que leur remise en état si nécessaire ;

De ne pas créer de nuisances ;

De ne pas ni obstruer ni fermer le passage par un portail d'accès, sauf dans ce cas à laisser un accès à la mairie et ses services ;

De faire un usage adapté du droit de passage ;

Plus généralement, de ne pas utiliser son droit dans des conditions incompatibles avec la destination de la parcelle de desserte ZC 85.

De son côté, la commune s'engage à entretenir à ses frais exclusifs afin de permettre l'utilisation normale du droit de passage par le bénéficiaire.

Les frais relatifs à la rédaction et l'enregistrement de la servitude seront intégralement supportés par Monsieur HERNANDEZ.

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales, il est aujourd'hui demandé au conseil municipal d'approuver le principe de la servitude de passage et de tréfonds, et d'autoriser le maire à signer la convention préparée à cet égard par Maître DUMAS, Notaire à MIRIBEL.

---

Après avoir entendu l'exposé du maire, et en avoir délibéré, le conseil municipal décide à la majorité absolue des suffrages exprimés :

Article 1<sup>er</sup> : Il est consenti une servitude de passage et de tréfonds depuis la parcelle cadastrée section ZC 85, constituant le fonds servant, au bénéfice du terrain composé des parcelles cadastrées section A 2084, A 2144 et A 2146, constituant le fonds dominant, dans les conditions prévues par le projet de servitude annexée à la présente.

Article 2 : Autorisation est donnée à Monsieur le maire pour signer la convention de servitude préparée à cet

égard par Maître DUMAS, Notaire à MIRIBEL, et tout acte y étant relatif.

Article 3 : La présente délibération sera transmise au préfet, au titre du contrôle de légalité.

Elle sera affichée pendant un mois en mairie et publiée au registre des délibérations.

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0



## Récépissé de dépôt d'une déclaration préalable

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé une déclaration préalable à des travaux ou aménagements non soumis à permis. Le délai d'instruction de votre dossier est de UN MOIS et, si vous ne recevez pas de courrier de l'administration dans ce délai, vous bénéficierez d'une décision de non-opposition à ces travaux ou aménagements.

- Toutefois, dans le mois qui suit le dépôt de votre dossier, l'administration peut vous écrire :
  - soit pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires (si votre projet nécessite la consultation d'autres services...);
  - soit pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier;
- Si vous recevez une telle lettre avant la fin du mois qui suit le dépôt de votre déclaration, celle-ci remplacera le présent récépissé.
- Si vous n'avez rien reçu à la fin du mois suivant le dépôt de votre déclaration, vous pourrez commencer les travaux<sup>1</sup> après avoir :
  - affiché sur le terrain ce récépissé sur lequel la mairie a mis son cachet pour attester la date de dépôt;
  - installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Vous trouverez le modèle de panneau à la mairie, sur le site officiel de l'administration française : <http://www.service-public.fr>, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.
- Attention : la décision de non-opposition n'est définitive qu'en l'absence de recours. En effet, dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers devant le tribunal administratif. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu de vous en informer au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date de la déclaration préalable, l'autorité compétente peut la retirer, si elle l'estime illégale. Elle est tenue de vous informer préalablement et de vous permettre de répondre à ses observations.

<sup>1</sup> Certains travaux ne peuvent pas être commencés dès que la décision de non-opposition vous est notifiée et doivent être différés : c'est le cas notamment des travaux de coupe et abattage d'arbres, des transformations de logements en un autre usage dans les communes de plus de 200 000 habitants et dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, ou des installations classées pour la protection de l'environnement. Vous pouvez vérifier auprès de la mairie que votre projet n'entre pas dans ces cas.

### Cadre réservé à la mairie

Le projet ayant fait l'objet d'une déclaration n° DP00141819A0011

déposée à la mairie le : 1 1 0 3 2 0 1 9

par MADAME HERNANDEZ PAULETTE

est autorisée à défaut de réponse de l'administration un mois après cette date<sup>2</sup>. Les travaux ou aménagements pourront alors être exécutés après affichage sur le terrain du présent récépissé et d'un panneau décrivant le projet conforme au modèle réglementaire.

<sup>2</sup> le maire ou le Préfet en délivre certificat sur simple demande.

Cachet de la mairie :



**Délais et voies de recours :** La décision de non-opposition peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain d'un panneau décrivant le projet et visible de la voie publique (article R. 600-2 du code de l'urbanisme). L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier copie de celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la non-opposition (article R. 600-1 du code de l'urbanisme).

**La décision de non-opposition est délivrée sous réserve du droit des tiers :** Elle vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si la déclaration préalable respecte les règles d'urbanisme.



## Déclaration préalable

à la réalisation de constructions et travaux  
non soumis à permis de construire portant sur  
une maison individuelle et/ou ses annexes

**cerfa**  
N° 13703\*06

[illegible]

- Vous réalisez des travaux sur une maison individuelle (extension, modification de l'aspect extérieur, ravalement de façade...).
- Vous construisez une annexe à votre habitation (piscine, abri de jardin, garage...).
- Vous édifiez une clôture.

Pour savoir précisément à quelle(s) formalité(s) est soumis votre projet, vous pouvez vous reporter à la notice explicative ou vous renseigner auprès de la mairie du lieu de votre projet.

Cadre riservato a la matrici de l'alt de l'edifici

D P O O L h l 8 i 9 A o o l l

La présente demande a été reçue à la mairie



le 11 03 2019 Cachet de la mairie et signature du receveur

Dossier transmis : ☐ à l'Architecte des Bâtiments de France  
☐ au Directeur du Parc National

## 1 - Identité du déclarant

Le déclarant indiqué dans le cadre ci-dessous pourra réaliser les travaux ou les constructions en l'absence d'opposition. Il sera redevable des taxes d'urbanisme le cas échéant. Dans le cas de déclarants multiples, chacun des déclarants, à partir du 2<sup>ème</sup>, doit remplir la fiche complémentaire « Autres demandeurs ».

Les décisions prises par l'administration seront notifiées au déclarant indiqué ci-dessous. Une copie sera adressée aux autres déclarants, qui seront co-titulaires de la décision de non-opposition et solidairement responsables du paiement des taxes.

☒ Vous êtes un particulier      Madame ☒    Monsieur ☐

Nom : **HERNANDEZ GRUET** Prénom : **Pascal**

Date et lieu de naissance

Date: 18.06.1960 Commune: THIL

Département : 01 Pays : FRANCE

**Vous êtes une personne morale**

Dénomination : Raison sociale :

N° SIRET : \_\_\_\_\_ Type de société (SA, SCI,...) : \_\_\_\_\_

Représentant de la personne morale : Madame ☐ Monsieur ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

## 2 - Coordonnées du déclarant

Adresse : Numéro : 213 Voie : Chemin du Stade

Lieu-dit : Localité : THÏ

Code postal : 01120 BP : Cedex :

Téléphone : 0630302267

Si le déclarant habite à l'étranger : Pays :  Division territoriale :

Si vous souhaitez que les courriers de l'administration (autres que les décisions) soient adressés à une autre personne,

veuillez préciser son nom et ses coordonnées : Madame ☐ Monsieur ☐ Personne morale ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

**OU raison sociale :**

Adresse : Numéro : Voie :

Lieu-dit : Localité :

Code postal :    BP :    Cedex :   

Si cette personne habite à l'étranger : Pays : \_\_\_\_\_ Division territoriale : \_\_\_\_\_

Si cette personne habite à l'étranger : Pays : \_\_\_\_\_ Division territoriale : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_ Indiquez l'indicatif pour le pays étranger : \_\_\_\_\_

☐ J'accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à l'adresse suivante : lucienne.gillette@univ-lyon1.fr

J'ai très bonne note que, dans un tel cas, la date de notification sera celle de la consultation du courrier électronique ou, au plus tard, celle de l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours.

## 3 - Le terrain

Les informations et plans (voir liste des pièces à joindre) que vous fournissez doivent permettre à l'administration de localiser précisément le (ou les) terrain(s) concerné(s) par votre projet.

Le terrain est constitué de l'ensemble des parcelles cadastrales d'un seul tenant appartenant à un même propriétaire.

Adresse du (ou des) terrain(s)

Numéro : \_\_\_\_\_ Voie : Chemin du Stade

Lieu-dit : \_\_\_\_\_ Localité : THIL

Code postal : 01120 BP : \_\_\_\_\_ Cedex : \_\_\_\_\_

Références cadastrales<sup>1</sup> : (si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez renseigner la fiche complémentaire page 4)

Préfixe : \_\_\_\_\_ Section : \_\_\_\_\_ Numéro : \_\_\_\_\_

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) : 1179

Si ce terrain est situé dans un lotissement, cochez cette case ☐

Cette donnée, qui est facultative, peut toutefois vous permettre de faire valoir des droits à construire ou de bénéficier d'impositions plus favorables.

## 4 - Le projet

4.1 - Nature de votre projet (cochez la ou les cases correspondantes)

☒ Nouvelle construction

Type d'annexe créée :

☐ Piscine

☐ Garage

☐ Véranda

☐ Abri de jardin

Autre (précisez) : Création d'une entrée sur le Terrain D.

☐ Travaux sur une construction existante

☐ Extension ☐ Surélévation ☐ Création de niveaux supplémentaires

Autre (précisez) : \_\_\_\_\_

☐ Clôture

Courte description de votre projet (facultatif) : \_\_\_\_\_

Votre projet concerne : ☐ votre résidence principale ☐ votre résidence secondaire

4.2 - Surfaces de plancher (vous pouvez vous aider de la fiche d'aide pour le calcul des surfaces)

Si votre projet modifie la surface de plancher, indiquez :

• la surface de plancher existante : \_\_\_\_\_

• la surface de plancher créée : \_\_\_\_\_

• la surface de plancher supprimée : \_\_\_\_\_

## 5 - Informations pour l'application d'une législation connexe

Indiquez si votre projet se situe dans les périmètres de protection suivants :

(informations complémentaires)


☐ se situe dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable

☐ se situe dans les abords d'un monument historique

Pour les déclarations portant sur un lotissement ou une division foncière non soumis à permis d'aménager, veuillez utiliser le formulaire cerfa n° 13702.  
Pour les déclarations portant sur d'autres constructions et travaux non soumis à permis de construire, veuillez utiliser le formulaire cerfa n° 13404.

<sup>1</sup> En cas de besoin, vous pouvez vous renseigner auprès de la mairie



Engagement du déclarant	
<p>J'atteste avoir qualité pour faire cette déclaration préalable. (Vous pouvez déposer une déclaration si vous êtes propriétaire ou co-indivisaire du terrain ou si vous avez l'autorisation ou un mandat du ou des propriétaires).</p> <p>Je soussigné(e), auteur de la déclaration préalable, certifie exacts les renseignements fournis.</p> <p>J'ai pris connaissance des règles générales de construction prévues par le code de la construction et de l'habitation.</p> <p>Je suis informé(e) que les renseignements figurant dans cette déclaration préalable serviront, en cas de création de surfaces nouvelles, au calcul des impositions prévues par le code de l'urbanisme.</p>	<p>A : <u>THIC</u></p> <p>Le : <u>11 Mars 2019</u></p> <p>Signature du (des) déclarant(s)</p> 
<p>Votre déclaration doit être établie en deux exemplaires signés et doit être déposée à la mairie du lieu du projet.</p> <p>Vous devrez produire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un exemplaire signé supplémentaire, si votre projet se situe dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou se voit appliquer une autre protection au titre des monuments historiques ;</li> <li>- un exemplaire signé supplémentaire, si votre projet se situe dans un site classé, un site inscrit ou une réserve naturelle ;</li> <li>- deux exemplaires signés supplémentaires, si votre projet se situe dans un cœur de parc national.</li> </ul>	

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant et la possibilité de rectification. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande.

Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre : ☐

### Références cadastrales : fiche complémentaire

Si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez indiquer pour chaque parcelle cadastrale sa superficie ainsi que la superficie totale du terrain.

Préfixe :    Section :  A Numéro :  2  0  8  4

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :  1  88

Préfixe :    Section :  A Numéro :  2  0  8  8

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :  6  66

Préfixe :    Section :  A Numéro :  1  9  9  0

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :  3  25

Préfixe :    Section :   Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :    Section :   Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :    Section :   Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :    Section :   Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :    Section :   Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :    Section :   Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :    Section :   Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :    Section :   Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :    Section :   Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :    Section :   Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :    Section :   Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :    Section :   Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Superficie totale du terrain (en m<sup>2</sup>) :



# **Déclaration des éléments nécessaires au calcul des impositions pour une déclaration préalable** à la réalisation de constructions et travaux non soumis à permis de construire portant sur une maison individuelle et/ou ses annexes

7/8

## **Informations nécessaires en application de l'article R. 431-5 du code de l'urbanisme**

Cette déclaration sert de base au calcul des impositions dont vous êtes éventuellement redevable au titre de votre projet. Remplissez soigneusement les cadres ci-dessous et n'oubliez pas de joindre le cas échéant les documents complémentaires figurant au cadre 4. Cela peut vous permettre de bénéficier d'impositions plus favorables. Conservez soigneusement les justificatifs afférents à vos déclarations, ils pourront vous être demandés ultérieurement.

Cadre réservé à la mairie du lieu du projet

D	P	O	P	I	L	S	L	S	A	O	P	I	L
Dpt		Commune		Année		N° de dossier							

## **1 - Renseignements concernant les constructions ou les aménagements**

### **1.1 - Les lignes ci-dessous doivent être obligatoirement renseignées, quelle que soit la nature de la construction**

Surface taxable (1) totale crée de la ou des construction(s), hormis les surfaces de stationnement closes et couvertes (2bis) : .....m<sup>2</sup>

Surface taxable créée des locaux clos et couverts (2 bis) à usage de stationnement : .....m<sup>2</sup>

### **1.2 - Destination des constructions et tableau des surfaces taxables(1)**

#### **1.2.1 - Création de locaux destinés à l'habitation**

Dont :		Nombre de logements créés	Surfaces créées (1) hormis les surfaces de stationnement closes et couvertes (2 bis)	Surfaces créées pour le stationnement clos et couvert (2 bis)
Locaux à usage d'habitation principale et leurs annexes (2)	Ne bénéficiant pas de prêt aidé (3)			
	Bénéficiant d'un PLAI ou LLTS (4)			
	Bénéficiant d'un prêt à taux zéro plus (PTZ+) (5)			
	Bénéficiant d'autres prêts aidés (PLUS, LES, PSLA, PLS, LLS) (6)			
Locaux à usage d'habitation secondaire et leurs annexes (2)				

#### **1.2.2 - Extension (8) de l'habitation principale, création d'un bâtiment annexe à cette habitation ou d'un garage clos et couvert**

Pour la réalisation des ces travaux, bénéficiez-vous d'un prêt aidé (5) (6) ?

Oui ☐ Non ☐ Si oui, lequel ?

Quelle est la surface taxable (1) existante conservée ? .....m<sup>2</sup>. Quel est le nombre de logements existants ? .....

#### **1.2.3 Création d'abris de jardin, de pigeonniers et colombiers**

Quelle est la surface taxable (1) créée ? .....m<sup>2</sup>

### **1.3 - Autres éléments créés soumis à la taxe d'aménagement**

Nombre de places de stationnement non couvertes ou non closes (13) : .....

Superficie du bassin intérieur ou extérieur de la piscine, créée par le projet : .....m<sup>2</sup>.

Superficie des panneaux photovoltaïques posés au sol : .....m<sup>2</sup>.

### **1.4 - Redevance d'archéologie préventive**

Veuillez préciser la profondeur du(des) terrassement(s) nécessaire(s) à la réalisation de votre projet

au titre des locaux : .....

au titre de la piscine : .....

au titre des emplacements de stationnement : .....

## 1.5 – Cas particuliers

Les travaux projetés sont-ils réalisés suite à des prescriptions résultant d'un Plan de Prévention des Risques naturels, technologiques ou miniers ? Oui ☐ Non ☐

La construction projetée concerne t-elle un immeuble classé parmi les monuments historiques ou inscrit à l'inventaire des monuments historiques ? Oui ☐ Non ☐

## 2 - Documents pouvant vous permettre de bénéficier d'impositions plus favorables

Pièces	Nombre d'exemplaires à fournir
Si votre projet se situe dans une opération d'intérêt national et que vous pensez bénéficier de l'exonération prévue à l'article L. 331-7 4° (opération d'intérêt national) du code de l'urbanisme	
<input type="checkbox"/> F3. L'attestation de l'aménageur certifiant que ce dernier a réalisé ou réalisera l'intégralité des travaux mis à sa charge (articles R. 331-5 et R. 431-23-1 du code de l'urbanisme)	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans un périmètre de projet urbain partenarial et que vous pensez bénéficier de l'exonération prévue à l'article L. 331-7 6° (projet urbain partenarial) du code de l'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> F4. Copie de la convention de projet urbain partenarial (article R. 431-23-2 du code de l'urbanisme)	1 exemplaire par dossier
Si vous faites une reconstruction suite à une destruction ou suite à une démolition ou suite à un sinistre et que vous pensez bénéficier de l'exonération prévue à l'article L. 331-7 8° du code de l'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> F5. La justification de la date de la destruction, de la démolition ou du sinistre	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> F6. En cas de sinistre, l'attestation de l'assureur, que les indemnités versées en réparation des dommages ne comprennent pas le montant des taxes d'urbanisme	1 exemplaire par dossier
Si votre projet affecte le sous-sol et que vous pensez bénéficier de l'exonération prévue à l'article L. 524-6 du code du patrimoine (19) :	
<input type="checkbox"/> F7. L'attestation de paiement d'une redevance d'archéologie préventive au titre de la réalisation d'un diagnostic suite une demande volontaire de fouilles, ou au titre de la loi du 1 <sup>er</sup> août 2003	1 exemplaire par dossier

## 3 - Autres renseignements

(Informations complémentaires et justificatifs éventuels (notamment l'attestation bancaire au prêt à taux zéro +, si la collectivité a délibéré l'exonération facultative correspondante) pouvant vous permettre de bénéficier d'impositions plus favorables)

Date 11 Mars 2019  
Nom et Signature du déclarant

HERNANDEZ Ruiz  
Greunet  
Paulette

## Création d'un accès sur le terrain parcelle D

Paulette HERNANDEZ GRUMET

06 81 85 71 38

06 52 38 41 37

Adresse du projet :

Chemin du stade

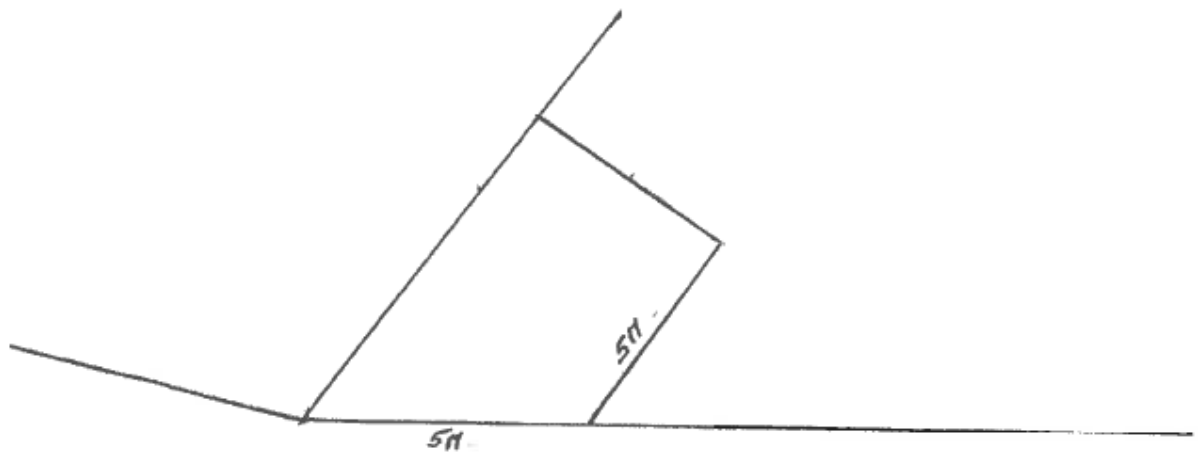
THIL 01120

N° de plan : D

Ref. cadastre : 2011p/ 1990

N° 2084/2088/1990

Surface du terrain : 1179



Paulette HERNANDEZ GRUMET

Adresse du projet :

Chemin du stade

THIL 01120

N° de plan : D

Ref. cadastre : 2011p/ 1990

N° 2084/2088/1990

Surface du terrain : 1179

## Création d'un accès sur le terrain parcelle D



- Bateau de : 5m de large par 5m de profondeur
- Poteaux métalliques avec panneaux grillage rigide vert
- Portail ajouré





Service de la Documentation Nationale du Cadastre  
62, rue du Maréchal Lyautey - 75003 Saint-Germain-en-Laye Cedex  
0167 160001-00011

Impression non autorisée du plan cadastral







100225902  
RD/FBR/

**L'AN DEUX MILLE DIX-NEUF,  
LE**

A MIRIBEL (Ain), 2118 Grande Rue, à l'Office Notarial, ci-après nommé,  
Maître Romain DUMAS, Notaire titulaire d'un Office Notarial à MIRIBEL  
(Ain), 2118 Grande Rue,

A RECU LE PRESENT ACTE CONTENANT CONSTITUTION DE  
SERVITUDE.

- "PROPRIETAIRE DU FONDS DOMINANT" -

Monsieur Julien HERNANDEZ-RUIZ, homme toute main, époux de Madame  
Audrey Thérèse ARGAILLOT, demeurant à BRESSOLLES (01360) 60 chemin du  
bonnet.

Né à VILLEURBANNE (69100) le 1er juin 1984.

Marié à la mairie de THIL (01120) le 31 août 2013 sous le régime de la  
communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

De nationalité française.

Résident au sens de la réglementation fiscale.

- "PROPRIETAIRE DU FONDS SERVANT" -

La Commune de THIL, Autre collectivité territoriale, personne morale de droit  
public située dans le département de l'Ain, identifiée au SIREN sous le numéro  
210104188.

#### NATURE ET QUOTITE DES DROITS

- LE FONDS DOMINANT APPARTENANT À MONSIEUR JULIEN HERNANDEZ-  
RUIZ- LE FONDS SERVANT APPARTENANT À COMMUNE DE THIL

#### PRÉSENCE - REPRÉSENTATION

- Monsieur Julien HERNANDEZ-RUIZ, époux de Madame Audrey Thérèse  
ARGAILLOT, est présent à l'acte.

- La Commune de THIL est représentée à l'acte par \_\_\_\_\_.

#### TERMINOLOGIE

- Le terme "PROPRIETAIRE DU FONDS DOMINANT" désigne le ou les propriétaires du fonds dominant. En cas de pluralité, ils contractent les obligations mises à leur charge solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit rappelée chaque fois.
- Le terme "PROPRIETAIRE DU FONDS SERVANT" désigne le ou les propriétaires du fonds servant. En cas de pluralité, ils contractent les obligations mises à leur charge solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit rappelée chaque fois.

#### DECLARATIONS DES PARTIES

Les parties, et le cas échéant leurs représentants, attestent que rien ne peut limiter leur capacité pour l'exécution des engagements qu'elles prennent aux présentes et elles déclarent notamment :

- Que leurs caractéristiques indiquées en tête des présentes telles que nationalité, domicile, siège, état civil, capital, numéro d'immatriculation, sont exactes.
- Qu'elles ne sont pas en état de cessation de paiement, de redressement ou liquidation judiciaire ou sous procédure de sauvegarde des entreprises.
- Qu'elles n'ont pas été associées dans une société mise en liquidation judiciaire suivant jugement publié depuis moins de cinq ans et dans laquelle elles étaient tenues indéfiniment et solidairement du passif social ou seulement conjointement, le délai de cinq ans marquant la prescription des actions de droit commun et de celle en recouvrement à l'endroit des associés (BOI-REC-SOLID-20-10-20-20120912).
- Qu'elles ne sont concernées, en ce qui concerne les personnes physiques :
  - . Par aucune des mesures légales relatives aux personnes protégées qui ne seraient pas révélées aux présentes.
  - . Par aucune des dispositions du Code de la consommation sur le règlement des situations de surendettement ni par une procédure de rétablissement personnel.
- Qu'elles ne sont concernées, en ce qui concerne les personnes morales :
  - . Par aucune demande en nullité ou dissolution.

Le propriétaire du fonds servant déclare qu'il n'y a aucune opposition à la constitution de la présente servitude par suite de :

- procès en cours portant sur l'assiette de sa propriété ;
- existence d'une inscription et défaut d'autorisation préalable du créancier à la présente constitution de servitude ;
- servitude de même usage et de même assiette déjà consentie auprès d'un tiers et non révélée ;
- impossibilité naturelle connue par lui de consentir une servitude de cette nature.

#### DOMAINE PUBLIC

Le fonds servant est le domaine public.

La constitution de servitude est établie conformément aux dispositions de l'article L 2122-4 du Code de la propriété des personnes publiques qui dispose que des servitudes établies par conventions passées entre les propriétaires, conformément à l'article 639 du Code civil, peuvent grever des biens des personnes publiques mentionnées à l'article L. 1, qui relèvent du domaine public, dans la mesure où leur existence est compatible avec l'affectation de ceux de ces biens sur lesquels ces servitudes s'exercent.

Le notaire indique qu'une telle servitude ne peut être perpétuelle, elle sera obligatoirement rapportée si l'affectation actuelle du domaine public qui est, pour la



partie sujette à servitude, un chemin d'accès venait à être changée et si la servitude entravait cette nouvelle affectation.

#### DELIBERATION MUNICIPALE

Le représentant de la commune est spécialement autorisé à réaliser la présente opération pour le compte de celle-ci aux termes d'une délibération motivée de son Conseil Municipal en date du [ ] visée par la [ ] le [ ] ou télétransmise à la [ ] le [ ], dont une ampliation est annexée.

La délibération a été prise au vu de l'avis de la direction de l'immobilier de l'Etat en date du [ ] dont une ampliation est annexée.

La délibération a été publiée sous forme d'affichage d'extraits du compte-rendu de la séance effectué dans la huitaine ainsi que l'article L 2121-25 du Code général des collectivités territoriales le prévoit.

Observation étant faite que le délai de deux mois prévu par l'article L 2131-6 du Code sus visé s'est écoulé sans que la commune ait reçu notification d'un recours devant le Tribunal administratif par le représentant de l'Etat dans le département pour acte contraire à la légalité, ainsi que son représentant le déclare.

Il est précisé en tant que de besoin que le contenu de la délibération et l'avis de la direction de l'immobilier de l'Etat précisent le type de servitude, son assiette, et ses modalités d'exercice et de redevance tels qu'ils sont rapportés ci-après.

#### DESIGNATION DES BIENS

##### - I - FONDS DOMINANT

A THIL (AIN) 01120 Chemin du stade.

Une parcelle de terrain à bâtir portant le numéro D au plan.

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
A	2144		00 ha 03 a 13 ca
A	2146		00 ha 06 a 44 ca
A	2084		00 ha 01 a 88 ca

Total surface : 00 ha 11 a 45 ca

##### Effet relatif

Donation suivant acte reçu par Maître Romain DUMAS le XXXX en cours de publication au service de la publicité foncière de TREVoux.

##### - II - FONDS SERVANT

A THIL (AIN) 01120 Chemin du stade.

Une parcelle de terrain.

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
ZC	85	brotteau	11 ha 27 a 80 ca

##### Effet relatif

A fournir

## CONSTITUTION DE SERVITUDE

### NATURE DE LA SERVITUDE

#### Servitude de passage en surface et en tréfonds

A titre de servitude réelle et perpétuelle, le propriétaire du fonds servant constitue au profit du fonds dominant, ce qui est accepté par son propriétaire, un droit de passage en tout temps et heure et avec tout véhicule ainsi qu'un droit de passage perpétuel en tréfonds de toutes canalisations tant d'alimentation en eau que d'évacuation des eaux usées, et de toutes lignes souterraines. Ce droit de passage profitera aux propriétaires actuels et successifs du fonds dominant, à leur famille, ayants droit et préposés, pour leurs besoins personnels et le cas échéant pour le besoin de leurs activités.

Ce droit de passage s'exercera exclusivement sur une bande d'une largeur de 2,5 mètres.

L'emprise du passage est figurée au plan ci-annexé approuvé par les parties. Ce passage permettra l'accès au nord-ouest du fonds dominant par le chemin du stade.

Modalités spécifiques au passage en tréfonds :

Le propriétaire du fonds dominant fera exécuter les travaux nécessaires à ses frais exclusifs par les services compétents selon les règles de l'art, et remettra le fonds servant dans son état primitif dès leur achèvement.

Le propriétaire du fonds dominant assurera l'entretien de ces gaines et canalisations par les seuls services compétents à ses frais exclusifs ainsi que leur remise en état si nécessaire.

L'utilisation de ce passage en tréfonds et les travaux tant d'installation que d'entretien ne devront pas apporter de nuisances ni de moins-values au fonds servant. A ce droit de passage en tréfonds s'accompagne également la mise en place des compteurs en surface ou enterrés.

Modalités spécifiques au passage au surface :

Il ne pourra être ni obstrué ni fermé par un portail d'accès, sauf dans ce dernier cas à ce qu'un accès soit laissé au propriétaire du fonds dominant.

Le propriétaire du fonds servant entretiendra à ses frais exclusifs le passage de manière qu'il soit normalement carrossable en tout temps par un véhicule particulier. Le défaut ou le manque d'entretien le rendra responsable de tous dommages intervenus sur les véhicules et les personnes et matières transportées, dans la mesure où ces véhicules sont d'un gabarit approprié pour emprunter un tel passage.

L'utilisation de ce passage ne devra cependant pas apporter de nuisances au propriétaire du fonds servant par dégradation de son propre fonds ou par une circulation inadaptée à l'assiette dudit passage.

Pour la perception de la contribution de sécurité immobilière, la présente constitution de servitude est évaluée à cent cinquante euros (150,00 eur).

### CHARGES ET CONDITIONS

La présente constitution de servitude a lieu sous les charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière et particulièrement sous les conditions relatives aux présentes.

### SITUATION HYPOTHECAIRE

Les BIENS sont . EHF à demander

## DIAGNOSTICS

### DIAGNOSTICS ENVIRONNEMENTAUX

#### TITRES - CORRESPONDANCE ET RENVOI DES PIECES

Il ne sera remis aucun ancien titre de propriété entre les parties, chacune pourra se faire délivrer, à ses frais, ceux dont elle pourrait avoir besoin, et sera subrogée dans tous les droits de l'autre partie à ce sujet.

En suite des présentes, la correspondance et le renvoi des pièces au propriétaire du fonds dominant s'effectuera à l'adresse indiquée en tête des présentes.

La correspondance auprès du propriétaire du fonds servant s'effectuera à l'adresse indiquée en tête des présentes.

### FRAIS

Tous les frais, droits et émoluments des présentes seront supportés par le propriétaire du fonds dominant, qui s'y oblige.

### POUVOIRS

Pour l'accomplissement des formalités de publicité foncière, les parties agissant dans un intérêt commun donnent tous pouvoirs nécessaires à tout notaire ou à tout clerc de l'office notarial dénommé en tête des présentes, à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance avec tous les documents hypothécaires, cadastraux ou d'état civil.

### PUBLICITÉ FONCIÈRE

L'acte sera publié au service de la publicité foncière de TREVoux.

### ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties élisent domicile en leur demeure ou siège respectif.

Toutefois, pour la publicité foncière, l'envoi des pièces et la correspondance s'y rapportant, domicile est élu en l'office notarial.

### AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité des valeurs convenues.

Elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné des sanctions fiscales et des peines correctionnelles encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation ainsi que des conséquences civiles édictées par l'article 1202 du Code civil.

Le notaire soussigné précise qu'à sa connaissance le présent acte n'est modifié ni contredit par aucune contre lettre contenant stipulation d'indemnité non rapportée aux présentes.

### MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

L'Office notarial dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945.

Pour la réalisation de la finalité précitée, les données sont susceptibles d'être transférées à des tiers, notamment :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires, registre du PACS, etc.),
- les Offices notariaux participant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour être transcrites dans une base de données immobilières, concernant les actes relatifs aux mutations d'immeubles à titre onéreux, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013,
- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne disposant d'une législation sur la protection des données reconnue comme équivalente par la Commission européenne.

La communication de ces données aux tiers peut être indispensable afin de mener à bien l'accomplissement de l'acte.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées.

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016, les personnes concernées peuvent accéder aux données les concernant directement auprès de l'Office notarial ou du Délégué à la protection des données désigné par l'Office à l'adresse suivante : [cil@notaires.fr](mailto:cil@notaires.fr).

Le cas échéant, les personnes concernées peuvent également obtenir la rectification, l'effacement des données les concernant ou s'opposer pour motif légitime au traitement de ces données, hormis les cas où la réglementation ne permet pas l'exercice de ces droits. Toute réclamation peut être introduite auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés.

#### CERTIFICATION D'IDENTITÉ

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties dénommées dans le présent document telle qu'elle est indiquée en tête des présentes à la suite de leur nom ou dénomination lui a été régulièrement justifiée.

#### FORMALISME LIÉ AUX ANNEXES

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.

Lorsque l'acte est établi sur support papier les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire, sauf si les feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition.

Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

#### DONT ACTE sans renvoi



Généré en l'office notarial et visualisé sur support électronique aux lieu, jour, mois et an indiqués en entête du présent acte.

Et lecture faite, les parties ont certifié exactes les déclarations les concernant, avant d'apposer leur signature sur tablette numérique.

Puis le notaire qui a recueilli l'image de leur signature manuscrite a lui-même signé au moyen d'un procédé de signature électronique sécurisé.

**DELIBERATION N° 19.05.04 RELATIVE A LA MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS**

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes et de leurs établissements publics,

VU la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant statuts de la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 en vertu duquel les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant, et que celui-ci doit mentionner sur quel(s) grade(s) et à quel niveau de rémunération il habilite l'autorité à recruter.

Entendu les explications de Monsieur le Rapporteur,  
Il convient de modifier le tableau des emplois permanents.

LE CONSEIL MUNICIPAL après en avoir délibéré :

- **accepte** les propositions de M le Rapporteur,
- . **crée** les postes suivants :

. 1 Adjoint Technique (Entretien des locaux 2h00 par semaine)

- en conséquence, le nouveau tableau des emplois permanents de la collectivité est modifié tel qu'indiqué en annexe, à compter du 2 septembre 2019.

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

## Annexe à la Délibération n° 19/05/04

### LISTE DES EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET

- . 1 Adjoint Technique 2<sup>ème</sup> Classe (*Service Voirie*)
- . 1 Technicien Territorial (*Service Voirie*)
- . 1 Adjoint Administratif
- . 2 Adjoints Administratif Principal 2<sup>ème</sup> classe
- . 1 Adjoint Technique Principal
- . 1 Adjoint Administratif Principal 1<sup>ère</sup> classe

### LISTE DES EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET

- . 1 Adjoint Technique (*2h00 annualisées à 2h00 par semaine*)
- . 1 Adjoint Technique (*Entretien des locaux : 23h00 annualisées à 19h46*)
- . 1 Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles (*34h00 annualisées à 30h50 par semaine*)
- . 1 Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles (*40h30 annualisées à 32h27 par semaine*)
- . 1 Adjoint d'Animation (*restaurant scolaire : 8h00 annualisées à 6h07 par semaine*)
- . 1 Adjoint d'Animation (*restaurant scolaire : 22h30 annualisées à 17h12 par semaine*)
- . 1 Adjoint d'Animation (*restaurant scolaire : 19h00 annualisées à 14h31 par semaine*)
- . 1 Adjoint d'Animation (*Accueil périscolaire : 21h40 annualisées à 16h34 par semaine*)
- . 1 Adjoint d'Animation (*Classe Maternelle : 32h20 annualisées à 26h39 par semaine*)
- . 1 Adjoint d'Animation (*Classe Maternelle : 36h00 annualisées à 27h31 par semaine*)
- . 1 Adjoint d'Animation (*restaurant scolaire : 14h00 annualisées à 10h42 par semaine*)
- . 1 Adjoint d'Animation (*Accueil périscolaire : 14h00 annualisées à 10h42 par semaine*)

#### **4. PETITE ENFANCE : ADHESION A LA CRECHE NIDO & CO**

M. le Maire rappelle que la commune de Beynost a décidé de ne pas reconduire l'EAJE avec la commune de Thil à partir de 2019. La crèche Nido & Co venant d'ouvrir sur la commune de Beynost, attache a été prise pour adhérer à la crèche et réserver 165h par semaine.

M. le Maire précise que si la commune n'a pas un financement de la CAF, elle aura de grosses difficultés à financer le projet. Un règlement est en cours d'écriture, il servira à faire en sorte qu'un maximum de Thilois puisse bénéficier de ce service. Pour que ce soit le plus transparent possible, une commission va être constituée composée d'élus, de membres de la CAF et de la PMI.

M. le Maire rappelle que les dossiers sont confidentiels.

Mme Dupuy-Roudel souligne que le financement va être dur à trouver, que l'engagement avec la crèche est de 4 ans, donc qu'il débute sous ce mandat et engage le prochain. C'est plus cher que la formule actuelle, ça représente tout de même 30% de la capacité d'autofinancement de la commune.

M. le Maire précise que le reste à charges avec Beynost était d'environ 8 500€ et que ce projet prévoit un reste à charges de 15 800 €.

M. le Maire rappelle que la Commune contribue au financement du restaurant scolaire à hauteur de 6 000 € par an et que malgré la baisse de la DGF (93 000€ en 2013 contre 35 000€ en 2019), la commune est toujours assujettie au FPIC à hauteur de 45 000 €. Malgré tout, la capacité d'autofinancement est d'environ 80 000€.

La CCMP poursuit son engagement concernant la dotation de solidarité de façon conséquente. En 2020, l'accord politique mis en place continuera à fonctionner mais il faudra en trouver un autre pour les années suivantes.

Il a été fait mention d'un projet de micro-crèche à Thil, projet qui coûte 50 000€ en fonctionnement, sans compter le coût du local.

Il rappelle que la compétence petite enfance est une compétence facultative et que la commune a choisi de poursuivre son soutien à la petite enfance.

M. Manié répond qu'étant donné le développement urbanistique du village, la question doit véritablement se poser.

M. le Maire répond que la croissance démographique est en forte hausse, et qu'il faut en être conscient, mais il faudra faire des arbitrages lors du prochain budget.

#### **DELIBERATION N° 19.05.05 RELATIVE A LA PETITE ENFANCE**

M. le rapporteur rappelle la décision de la commune de Beynost de ne pas reconduire la convention concernant l'EAJE à compter de 2019.

Il rappelle à l'assemblée que le projet de création de la crèche Nido & Co, sis ZAC des Malettes, est de matière à répondre aux besoins complémentaires de la garde des enfants pour une volumétrie de 165h heures par semaine.

Cette crèche fonctionne avec l'aide financière des communes adhérentes, de la CAF et la participation des parents.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

- Assujettit la signature d'une convention d'accueil avec la crèche Nido & Co à l'accord d'engagement de la CAF sur le financement d'un contrat Enfant Jeunesse
- Dit qu'un règlement sera établi pour fixer les règles d'attribution des crédits d'heures aux familles,
- Dit qu'une commission ad hoc sera créée afin d'instruire les dossiers d'admission en concertation avec les responsables de la crèche Nido & Co

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

### **DELIBERATION N° 19.05.06 RELATIVE A LA SEGAPAL**

Notre collectivité est actionnaire de la SPL Gestion des espaces publics du Rhône Amont, à ce titre nous sommes représentés à l'Assemblée spéciale.

Il convient donc que nous soumettions à notre organe délibérant, un rapport annuel sur lequel nous devons nous prononcer et qui doit nous permettre de nous prononcer sur l'action de nos représentants au sein de la SPL et sur les missions de cette dernière.

La SEM SEGAPAL a été créée en 1979 afin de gérer le Grand Parc Miribel Jonage.

Cette société d'économie mixte s'est transformée en Société Publique Locale le 29 juin 2012. Une SPL est une société détenue à 100% par des collectivités territoriales. Elle revêt la forme d'une société anonyme. Les SPL exercent leur activité exclusivement pour le compte de leurs actionnaires et sur leurs territoires.

La SPL a pris le nom de Société de gestion des espaces publics du Rhône Amont, son nom commercial reste SEGAPAL.

Le capital de la SPL a été porté de 670 000 € à 699 949 € en 2016. Le capital est réparti entre 20 actionnaires. 18 administrateurs siègent au Conseil d'administration. Une assemblée spéciale réunit les actionnaires dont la part du capital ne leur permet pas d'être représentés au Conseil d'administration.

Afin d'organiser au mieux les conditions d'exercice d'un contrôle analogue comparable à celui que les collectivités exerceraient sur leur propre service, il a été convenu par le Conseil d'administration de la mise en place d'un comité d'engagement et de suivi chargé de suivre la gestion de la SPL et de donner son avis sur les opérations de la société et d'en suivre le déroulement. Ce comité a été remplacé par un comité d'orientation et de suivi chargé de travailler sur des sujets tels que le budget, le suivi des opérations de la SPL afin de renforcer le contrôle analogue. De même un guide des procédures a été institué avec, entre autre, la création d'une commission d'appel d'offres.

La Présidente de la SPL est Madame Martine DAVID, elle est entourée de 4 vice-Présidents : M. Jean Paul COLIN, M. Pascal PROTIERE, M. Gérard REVELLIN et M. Armand MENZIKIAN. Le Directeur Général est M. Didier MARTINET.

65 salariés (8 cadres, 9 agents de maîtrise, 48 employés) composent le personnel de la SPL dont 42 hommes et 23 femmes. Sur ces 65 salariés, il y a 57 CDI, 6 CDD et 2 contrats de professionnalisation.

Le comité d'entreprise (DUP) se réunit tous les mois et le CHSCT tous les trimestres.

En 2018, l'Assemblée spéciale s'est réunie 4 fois et le Conseil d'administration s'est réuni 4 fois.

### **LES MISSIONS CONFIEES A LA SPL**

La mission la plus importante concerne la gestion et l'animation du Grand Parc Miribel Jonage.

Cette mission se déroule dans le cadre d'une DSP confiée à la SEGAPAL qui intervient comme régisseur intéressé. Elle a démarré en juillet 2014 pour une durée de 3 ans et demi prorogée d'une année supplémentaire. Le budget 2018 de la Régie Intéressée pour cette mission s'élève à 5 140 k€ HT en charges et 5 247 k€ HT en recettes.

La rémunération de la SEGAPAL, pour cette mission, se monte à 1 746 k€ HT en part fixe et 1 011 k€ HT en part variable, sachant que les salaires sont à la charge de la SPL.

Le chiffre d'affaires de la base de loisirs est passé de 1 388 k€ en 2017 à 1 238 k€ en 2018 (-105k€ pour la salle de forme et + 72k€ pour la plage.) Le secteur séminaires d'entreprises est passé de 386 k€ en 2017 à 264 k€ en 2018. Cette baisse s'explique en partie par la vétusté des locaux.

La participation du Syndicat à la Régie est de 2 980 k€. Elle était de 3 097 K€ en 2017. Cette baisse s'explique par la volonté des collectivités de réduire la voilure sur les secteurs les plus déficitaires et qui ne rentrent pas dans la stratégie de service public.

2018 est la dernière année de la Régie intéressée. Une nouvelle DSP a été signée fin 2018.

De même, le SYMALIM confie à la SPL SEGAPAL une maîtrise d'ouvrage déléguée pour ses travaux et études. La rémunération de la SEGAPAL en 2018, pour cette mission, s'élève à 79 k€ HT. En 2017 la rémunération était de 82 K€.

La SPL a effectué 7 autres missions en dehors du Parc pour un montant total de 363 k€ :

Missions et coûts facturés HT

Entretien de la piste cyclable de l'anneau bleu	▯ 155 k€
Surveillance équestre à Vaulx en Velin	▯ 4 k€
Surveillance équestre à Meyzieu	▯ 6 k€
Animation du site Natura 2 000 de Jons à Anthon	▯ 11 k€
Animation de la Lône de la Ferrande à Jons	▯ 5 k€
Entretien Biezin (accès sud grand stade)	▯ 179 k€
Espace vert Neyron	▯ 3 k€

### COMPTES SEGAPAL

Le budget 2018 de la SEGAPAL s'établit à 3 691 k€ en charges et à 3 716 k€ en produits, pour un résultat net de + 25 k€.

Le résultat d'exploitation s'élève à + 31 k€.

Le chiffre d'affaires se monte à 3 287 k€.

Les charges de personnel sont de 2 908 k€.

C'est la 14ème année consécutive où le résultat de la SEGAPAL est positif.

La baisse de participation des collectivités au Grand Parc ont amené la SEGAPAL à réduire ses coûts de fonctionnement et à diminuer certaines prestations.

Pour remédier à cet état de fait, le Conseil d'administration de la SPL a prolongé les orientations décidées en 2017 :

- Développer les missions extérieures au Grand Parc,
- Privilégier les activités générant une marge plus importante (événementiel, séminaires,...) sur le Grand Parc,
- Fermeture de 2 jours en semaine de l'accueil de L'Atol'.

Tels sont les principaux éléments concernant l'activité écoulee de la SPL SEGAPAL pour l'année 2018.

Le rapport de gestion complet est à votre disposition.

Je vous demande donc de délibérer sur ce rapport et de vous prononcer sur le travail de vos représentants au sein de la SPL en leur donnant quitus et sur les missions de la SPL SEGAPAL.

Le Conseil,

Entendu l'exposé de Monsieur le rapporteur et après en avoir délibéré,

- donne quitus sur le rapport et sur les actions de la SPL SEGAPAL pour l'année 2018.

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

## 5. FINANCES

La débroussailleuse n'était pas prévue en investissement, la pièce cassée n'étant pas sous garantie, la commune doit en acquérir une autre.

### DECISION MODIFICATIVE N°2 : ACQUISITION D'UNE DEBROUSSAILLEUSE

#### Rapporteur : Bruno Loustalet

Monsieur le rapporteur rappelle que la commune est bénéficiaire d'un legs. Il s'agit maintenant de l'affecter.

01418 Code INSEE	Commune de THIL Commune	DM 2019
---------------------	----------------------------	---------

#### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU Conseil Municipal

##### DECISION MODIFICATIVE N° 2 Virements de crédits

Nombre de membres en exercice	15
Nombre de membres présents	11
Nombre de suffrages exprimés	15
VOTES : Contre 0 Pour 15	
Date de convocation :	26/08/2019

L'an 2019, le 2 septembre, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire sous la présidence de Bruno LOUSTALET, Maire.

Objet : Acquisition d'une débroussailleuse

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 6188 : Autres frais divers	648.00 €	
<b>TOTAL D 011 : Charges à caractère général</b>	<b>648.00 €</b>	
D 023 : Virement section investissement		648.00 €
<b>TOTAL D 023 : Virement à la sect<sup>n</sup> d'investis.</b>		<b>648.00 €</b>
D 2158-117 : Matériel Voirie		648.00 €
<b>TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles</b>		<b>648.00 €</b>
R 021 : Virement de la section de fonct.		648.00 €
<b>TOTAL R 021 : Virement de la section de fonct.</b>		<b>648.00 €</b>

Signataires :

Certifié exécutoire par Bruno LOUSTALET, Maire, compte tenu de la transmission en préfecture, le 04/09/2019 et de la publication le 04/09/2019.

A Thil, le 02/09/2019.

ont signé les membres présents

pour extrait conforme

Le Maire



Pour	15
Contre	0
Abstention	0



## **6. INFORMATIONS DIVERSES**

M. le Maire décide, à la vue du public présent, de parler du sujet de la ZC 64.

Il a bien noté tous les échanges de mails et informe qu'il a porté plainte le 1<sup>er</sup> septembre sur récidive de violation du PLU, du terrassement en zone inondable, du fait que les travaux se font alors qu'une DP est en cours et que la commune est toujours en attente d'informations de la part des propriétaires, qu'un puit a été creusé sans autorisation préalable, qu'un des propriétaires est venu en Mairie afin de proférer des menaces envers Mme la secrétaire Générale, qu'une plainte va être déposée à cet effet, M. le Maire a aussi porté plainte sur ce sujet, M. Guillard a installé une alarme silencieuse en cas de renouvellement de ce type de comportement.

La mairie travaille avec les armes juridiques dont elle dispose. Nous sommes dans un état de droit.

La mairie attend toujours les conclusions du Tribunal pour pouvoir émettre le titre suite à la condamnation du 14 mars 2019.

M. le Maire comprend les situations des riverains, il s'astreint à ne pas aller au contact de ces personnes.

Une administré demande combien de PV ont été dressés.

M. Zimerli précise que plusieurs PV sont à dresser :

- Interdiction de planter des thuyas en zone agricole
- PV pour infraction au code de l'urbanisme pour le forage de puits
- PV pour remblai

Il demande par la suite ce qui a été fait par rapport à Enedis et la dépose du compteur provisoire, il demande aussi si les mails sont valables.

M. le Maire donne des précisions quant à la réponse d'Enedis sur la date de dépose du compteur, que les mails envoyés sont valables et les échanges réels.

M. Zimerli doit porter plainte pour aggravation des risques d'inondation sur ses parcelles agricoles et demande si les riverains vont porter plainte est ce 2 procès différents ?

M. le Maire précise que les habitants doivent déposer plainte s'ils ont un motif, Mme le Procureure décidera de la fusion ou non des 2 affaires.

M. le Maire rappelle l'arrêté prit en septembre 2018 interdisant l'installation de caravanes / mobil-homes ainsi que tous travaux de terrassement.

M. Zimerli demande aussi à ce qu'un constat d'huissier soit fait.

Un échange se fait sur l'acquisition de la parcelle, et le fait que la commune n'est pas préemptée.

M. Mohammedi demande si la commune peut mettre le Préfet devant ses compétences environnementales.

M le Maire lui répond qu'en l'espèce c'est une infraction à l'urbanisme car le côté environnemental a déjà été jugé.

M. Zimerli demande pourquoi l'affaire ne passe pas en référé.

M. le Maire précise que la question des gens du voyage reste un sujet sensible de par l'Aire d'accueil ainsi que la sédentarisation.

Mme Semay propose un tour de table par rapports aux demandes de M Zimerli quant aux constats d'Huissiers. Les élus sont tous d'accord.

M. Zimerli demande aussi s'il est possible de fermer le chemin d'accès. Les élus sont aussi tous d'accord pour fermer ce chemin, avec mise en place d'un système de clé pour accès.

Un vif échange se fait sur la façon dont la gendarmerie gère le dossier ZC64.

Apparemment, les consorts travaillent la nuit ou en dehors des horaires autorisés, les riverains n'arrivent pas à joindre les gendarmes concernant les tapages nocturnes et diurnes.

L'Assemblée n'ayant pas d'autres questions, le conseil municipal est clos.

M le Maire donne lecture du message suivant (qui sera repris en fin de chaque séance ou réunion enregistrée) :

« Mairie de THIL,  
Fin de la séance du Conseil Municipal  
En Mairie de Thil  
Le lundi 2 septembre 2019 à 21h55.  
Stopper l'enregistrement»